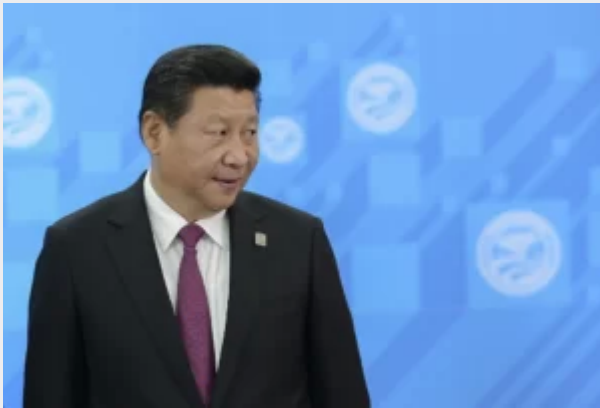


L'orwellienne « communauté mondiale de destin partagé » du régime chinois



[Source : epochtimes.fr]

[Illustration : Host Photo Agency/Ria Novosti via Getty Images]

Par Stu Cvrk

Ce n'est un secret pour personne que, depuis son accession en 2012 au poste de secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), Xi Jinping a formulé des initiatives toujours plus mégalomanes visant à élever la Chine au-dessus de toutes les autres nations du monde. Notamment, l'initiative Ceinture et Route, souvent qualifiée de « nouvelle route de la soie », l'initiative pour la sécurité mondiale, l'initiative pour le développement mondial et l'initiative pour la civilisation mondiale. Ces initiatives sont un élément de la guerre psychologique permanente menée dans le but d'instaurer un nouvel ordre mondial dominé par l'État-parti chinois. Les activités associées à chacun de ces immenses plans sont à la fois réelles et néfastes.

Les déclarations de Xi Jinping, dont les médias d'État chinois se font les chantres, font périodiquement référence à ces initiatives. Par exemple, il a récemment réitéré sa vision d'une « communauté mondiale de destin partagé ». Qu'est-ce que tout cela signifie ? Examinons le sujet.

Le China Daily se fait le perroquet de Xi Jinping

En 2022 en présentant les intentions suggérées de ces initiatives, le média d'État chinois *China Daily* a propagé l'idée lénifiante que « la coopération en matière de développement économique, financier, d'infrastructures et de renforcement des capacités, ainsi que la coopération en matière d'investissement sont des composantes importantes des plateformes établies par la Chine comme cadres de coopération avec divers forums et programmes régionaux – tels que le Forum sur la coopération sino-africaine, le Forum de coopération sino-arabe et le Plan de coopération entre la Chine et la communauté des États latino-américains et caribéens ».

Les communistes chinois semblent adorer le mot « coopération » (ce mot a été utilisé six fois dans la citation ci-dessus !) mais, en réalité, pour toutes

ces belles paroles de Xi Jinping et de ses sténographes des médias chinois, les définitions communistes diffèrent grandement de la compréhension commune. La compréhension habituelle de coopération est « travailler ou agir ensemble pour un but ou un bénéfice commun ». Cependant, la définition du PCC signifie « coopérer selon nos conditions » (☐☐☐☐☐☐☐☐) : nous vous piégerons par la dette afin d'obtenir le contrôle de vos ressources naturelles et de vos infrastructures, la sécurité mondiale s'inclinera devant le leadership chinois, le développement international sera assorti de conditions chinoises inextricables et la civilisation mondiale se conformera au modèle autoritaire dirigé par Pékin.

En avril 2023, le *China Daily* a répété la déclaration de Xi Jinping concernant le prétendu « engagement de la Chine en faveur du développement pacifique » dans des régions non spécifiées du monde, par le biais d'un concept non défini « d'action mondiale commune ». Les Ouïghours et les Tibétains savent par expérience directe ce que les chefs communistes de Pékin entendent par « développement pacifique ». Pour eux, le « développement pacifique » s'est fait sous la menace des baïonnettes de l'Armée populaire de libération chinoise et des camps de rééducation (concentration), alors que le régime chinois continue toujours de commettre un génocide sur ces minorités ethniques.

Les Philippines apprennent également ce que Xi Jinping entend par « développement pacifique » alors que la marine et les garde-côtes chinois continuent d'accroître la zone mise sous le contrôle de Pékin en mer de Chine méridionale.

Comme l'a récemment rapporté le *New York Times*, « la Chine revendique 90 % de la mer de Chine méridionale, dont une partie se trouve à des milliers de kilomètres du continent et dans les eaux entourant le Viêt Nam, la Malaisie, le Brunei, l'Indonésie et les Philippines ». Les Chinois ont sommairement placé une barrière flottante près du récif de Scarborough pour empêcher les bateaux de pêche philippins d'accéder à une zone où ils ont des droits de pêche légaux.

Le *New York Times* a également rapporté que « Manille a été empêchée [par la marine chinoise] d'explorer pleinement les gisements de pétrole et de gaz dans la zone que le tribunal international de La Haye a jugée en 2016 comme faisant partie de la zone économique exclusive des Philippines ». Cela fait suite à des années de construction par la Chine d'installations militaires sur des îles contestées de la mer de Chine méridionale.

Apparemment, les communistes chinois croient que « la force fait le droit » et poursuivent leurs objectifs stratégiques à moins qu'une force opposée suffisante soit appliquée. Le 25 septembre, les Philippines ont supprimé la barrière flottante du côté sud-est du récif de Scarborough.



Le navire de la marine philippine *Sierra Madre* avec des marines envoyés pour faire valoir les revendications territoriales de Manille sur le deuxième récif Thomas dans les îles Spratly, dans la mer de Chine méridionale contestée, le 23 avril 2023.
(Ted Aljibe/AFP via Getty Images)

Qu'est-ce que cela veut dire le « destin partagé » ?

Xi Jinping a présenté la vision d'une « communauté mondiale de destin partagé » dans son discours à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou en 2013. Depuis lors, il en a fait périodiquement référence, notamment en utilisant ce terme de « novlangue de Xi » lors de l'ouverture du 20e Congrès du PCC à l'automne dernier. Le terme lui-même est un charabia vide de sens, car, en tant qu'habitants de la Terre, tous les êtres humains partagent un destin commun par le simple fait d'exister.

Le 26 septembre, le bureau d'information du Conseil d'État chinois a publié un livre blanc intitulé *Communauté mondiale de destin partagé : les propositions et les actions de la Chine* qui explique en détail ce que les communistes entendent par là. Cette publication a été accompagnée des habituels communiqués de presse des médias d'État, dont cette déclaration de Xinhua : « La vision s'aligne sur les tendances mondiales dominantes, résonne avec l'appel à la coopération internationale et contribue à un ordre mondial plus juste et plus équitable. »

La stratégie du régime consiste à étendre les diverses initiatives de Xi Jinping pour créer des blocs économiques dirigés par la Chine parmi les pays

en développement, conformément au concept d'une « communauté mondiale avec un destin partagé ». En élargissant son influence économique dans les pays du Sud et ailleurs par le biais des initiatives de « Ceinture et la Route », « pour le développement mondial » et autres, la Chine est bien avancée pour influencer les politiques favorables au PCC par les pays membres des organisations internationales – telles que l'Assemblée générale des Nations unies, l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale. Sans parler des organisations dominées par la Chine, telles que l'Organisation de coopération de Shanghai ou la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures.

Un bon exemple de la nature insidieuse de l'influence du régime chinois dans les organisations internationales est la création, en 2020, du forum de l'ONU appelé « Groupe des amis de l'initiative pour le développement mondial ». Selon le Financial Times, ce forum compte déjà 70 membres et a tenu sa première « réunion au niveau ministériel ». L'objectif de la Chine est très probablement d'obtenir l'approbation de l'Assemblée générale des Nations unies pour ce groupe.

La vision chinoise du « destin partagé » est comme un cornet de glace qui se fait lécher lui-même. En déchiffrant la déclaration de Xinhua ci-dessus, les « tendances mondiales dominantes » sont favorisées par les diverses initiatives de Pékin et sont en grande partie achetées et payées par ses excédents commerciaux que la Chine a avec d'autres pays.

Les « appels à la coopération internationale » lancés par Pékin ces derniers mois peuvent avoir des compréhensions différentes. Les responsables chinois appellent régulièrement à la coopération internationale pour résoudre les questions litigieuses, mais ne semblent jamais adhérer aux décisions prises par les organismes internationaux qui vont à l'encontre de leurs objectifs. L'incident du récif de Scarborough est un bon exemple de Pékin ignorant la décision de la Cour d'arbitrage international de La Haye. La véritable vague d'appels à la coopération internationale a été lancée par les voisins de la Chine, alarmés par la belligérance manifestée par les forces armées chinoises en mer de Chine méridionale, dans le détroit de Taïwan, le long de la ligne de contrôle entre l'Inde et la Chine, et ailleurs. C'est cela la « tendance mondiale dominante qui résonne avec l'appel à la coopération internationale », et non ce que prétend la Xinhua.

L'expression « un ordre mondial plus juste et plus équitable » ne s'applique apparemment pas aux minorités en Chine, comme peuvent en témoigner les Tibétains, les Ouïghours, les pratiquants de Falun Gong et d'autres innombrables personnes persécutées. Qui, dans son bon sens, pourrait se réjouir d'un monde dominé par le PCC qui rend une « justice » arbitraire sans aucune considération pour la vraie justice, l'équité et ce qui est moralement juste ?

Réflexions finales

Comme d'habitude, les déclarations publiques de Pékin ne sont pas à prendre au pied de la lettre. Tout ce qu'elles présentent comme bénéfique pour les autres masque en fait les efforts de l'État-parti visant à prendre le contrôle et à atteindre une position hégémonique dans le monde selon ses propres termes, et non dans le cadre d'une coopération amicale avec d'autres nations.

En ce qui concerne les déclarations grandioses de Xi Jinping par rapport à ses visions (cauchemars ?) telles que la « communauté mondiale de destin partagé », que l'acheteur s'en méfie !